



Fédération

Syndicale

Unitaire

AQUITAINE

CTA du 28 janvier 2016

Déclaration FSU

Monsieur le Recteur,
Mesdames, messieurs les membres du CTA,

Une nouvelle fois, la profession s'est mobilisée pour exprimer son refus de cette réforme du collège et les besoins urgents de revalorisation salariale. La présentation de la carte nationale des langues montre bien qu'au-delà du discours convenu sur l'égalité, la réforme maintient et renforce les inégalités territoriales ainsi toutes les sections bilingues sont maintenues à Paris, 71% à Bordeaux et 10% à Lille. Près d'un collège sur deux n'a pas de bilingue dans notre académie dont $\frac{3}{4}$ en Dordogne et $\frac{2}{3}$ en Lot et Garonne. L'équité devient donc donner moins à ceux qui ont déjà moins.

L'objectif essentiel de la loi de refondation est la réduction des inégalités scolaires. Dans cette logique le projet académique devrait avoir comme priorité la réduction des inégalités d'accès aux savoirs et à la culture pour permettre une réelle démocratisation de l'enseignement. La politique académique devrait donc être en cohérence avec cela. Or la décision que vous venez de prendre, d'arrêter de financer les options facultatives non linguistiques ce qui les condamnent à fermer, va à l'encontre du projet académique que vous présentez aujourd'hui. Ainsi, les élèves de Libourne et de St Foy la Grande se verront priver d'ouverture culturelle et sportive que seule l'éducation nationale pouvait leur offrir. Sur Bordeaux, c'est fin d'un partenariat de trente ans entre le lycée de Montesquieu et le TNBA.

Le projet académique reflète bien les écarts croissant entre les propositions des personnels pour améliorer l'école et les injonctions ministérielles toujours plus déconnectées des besoins réels.